

505LH5h/7

3241

(1941)



Subvention au Centre social de la Cité d'Orgemont.

Exercice 1940 (10.000 fr)

C.A. 22.1.41 31 VII

Subvention au Centre Social de la Cité d'Orgemont.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 22 janvier 1941

P.V.

QUESTION VII - Subvention pour 1940 au
Centre social de la Cité d'Orgemont
(10.000 fr).

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide d'allouer, pour 1940, une subvention de 10.000 fr au Centre social de la Cité d'Orgemont.

Comme suite à une observation présentée par M. GRIMPRET, il est entendu que la Caisse de Prévoyance sera appelée, à l'avenir, à couvrir la part de cette subvention correspondant aux prestations dont le service lui incombe normalement.

Sténo P. 31

M. LE PRESIDENT. - Le Centre Social de la Cité d'Orgemont met à la disposition des familles de la Cité - qui sont au nombre d'environ 1.100 - toute une série d'organisations : consultations et soins, garderie d'enfants, cours divers, etc...

Depuis longtemps, des familles de cheminots sont logées dans la Cité d'Orgemont. L'ancienne Compagnie du Midi avait conclu un accord avec le Centre, aux termes duquel elle lui versait une allocation forfaitaire de 100 fr par famille d'agents ainsi logée.

Ce contrat a été repris par la S.N.C.F. pour les agents de la Région Sud-Ouest : sur la base de 100 fr par famille d'agents, 600 fr ont été alloués en 1938 et 500 fr en 1939.

La somme qu'il est proposé d'allouer pour 1940 est plus élevée. La Direction du Centre nous demande de lui verser une somme forfaitaire de 500 fr par famille d'agents de toutes Régions logée dans la Cité.

Je suis d'accord sur le principe que la subvention doit être versée pour toutes les familles de cheminots logés dans la Cité, quelle que soit la Région à laquelle ils appartiennent. Ces familles sont au nombre de 33 pour l'Ouest, de 41 pour le Nord et de 5 pour le Sud-Ouest. Sur la base des taux prévus actuellement pour la Région Sud-Ouest, soit 100 fr par famille, l'allocation globale s'élèverait à 8.400 fr. Le chiffre proposé de 10.000 fr correspond sensiblement au taux de 180 fr, intermédiaire entre le taux de 100 fr et celui de 300 fr qui nous est demandé.

M. CRIMPEAU. - Les activités les plus importantes de ce centre social ne paraissent être les consultations de nourrissons et la contrôle à domicile, les consultations prénatales ~~et les consultations de médecine~~ ou de médecine générale, les soins aux malades, au centre et à domicile. Ces activités ne ressortissent-elles pas au domaine de la Caisse de Prévoyance et n'est-ce pas celle-ci qui devrait, en bonne règle, subventionner ce Centre, dans la mesure où il la dispense de fournir elle-même un certain nombre de prestations ?

M. LE BISHOP. - Le nouveau Conseil d'Administration de la Caisse n'ayant pas encore été constitué, il est difficile d'envisager cette solution dès maintenant. On pourrait s'en tenir, pour cette année, à l'imputation de la subvention dont il s'agit au budget général de la S.N.C.F., sans à examiner, pour l'avenir et à partir de l'année prochaine, la possibilité d'en faire supporter une partie par la Caisse de Prévoyance.

M. GRIMPRET - Il serait donc bien entendu que notre décision vaut pour cette année seulement.

M. LE PRESIDENT - Je crois qu'en effet, l'observation de M. le Président GRIMPRET est fondée.

M. LE DESHERAIS - A mon avis, la meilleure solution consisterait à faire verser la subvention par la S.H.C.F. elle-même, qui se ferait rembourser à due concurrence par la Caisse de Prévoyance. En effet, toute une partie des prestations fournies par le Centre n'a rien de commun avec celles incombant à la Caisse de Prévoyance. Quant aux autres prestations, elles ne sont pas toutes gratuites.

M. LE PRESIDENT - La question sera réglée pour l'avenir dans le sens indiqué par M. GRIMPRET.

Il n'y a pas d'autres observations ? La subvention de 10.000 fr proposée est accordée pour l'année 1940.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

Séance du 22 janvier 1941

VII - Subvention pour 1940 au Centre social
de la Cité d'Orgemont (10.000 fr).

Pres?

1) La demande de subvention pour 1940 a été faite par le Centre social de la Cité d'Orgemont. Le montant de la subvention est de 10.000 fr. Le Centre social de la Cité d'Orgemont a été créé en 1938. Il a pour but de servir les intérêts de la population de la Cité d'Orgemont. Il a été créé par le Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de Fer Français.

Guys

98 exempl.

Cette somme sera versée au Centre social de la Cité d'Orgemont.

Puis

deux pour cette année.

Paris, le 18 Janvier 1941

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 22 Janvier 1941

(Question N° VII)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
au Centre social de la Cité d'ORGEMONT

M. Marcel CHAMPIN, Président du Centre social de la Cité d'ORGEMONT, sollicite de la S.N.C.F. l'attribution, pour 1940, d'une subvention de 200 francs par famille d'agent logée dans cette Cité.

Le Centre social d'ORGEMONT met à la disposition des familles logées dans la Cité, au nombre de 1.100 environ, ses différentes organisations :

- Consultations de nourrissons et contrôle à domicile,
- Consultations prénatales,
- Consultations de médecine générale,
- Soins aux malades - au Centre et à domicile,
- Garderie,
- Jardin d'enfants,
- Cours de couture,
- Cours de solfège, de piano et de chant,
- Cours de gymnastique rythmique,
- Bibliothèque,
- Etude du soir,
- Cours de bricolage pour les jeunes filles,
- Cours ménagers,
- Séances de couture et de tricotage,
- Cours d'infirmière de la Croix-Rouge,
- Une Assistante sociale est à la disposition des familles qui peuvent venir la consulter aux permanences, le mardi et le samedi. Cette Assistante se rend également à domicile à la demande des familles.

.....

Toutes ces organisations présentent un intérêt direct et certain pour les familles de nos agents..

Les consultations de nourrissons, prénatales et de médecine générale, notamment, rendent de grands services à ces familles.

Par ailleurs, l'Assistante sociale travaille en liaison avec notre Assistante du secteur d'ARGENTEUIL dont la tâche se trouve ainsi allégée.

Il me paraît équitable, dans ces conditions, d'accueillir favorablement la requête présentée par M. Marcel CHAMPIN, Président du Centre social d'ORGEFONT.

Je serais d'avis, toutefois, de limiter la subvention à accorder à 120 francs par an et par famille, au lieu de 100 francs accordés jusqu'ici pour les familles de la Région du SUD-OUEST seulement et au lieu de 200 francs demandés par M. CHAMPIN.

Le nombre d'agents logés dans la cité d'ORGEFONT était, en 1940, de 84 (Ouest : 38; Nord : 41; Sud-Ouest : 5).

Si les propositions ci-dessus étaient acceptées, la subvention à attribuer pour la dite année ressortirait donc à

$120^f \times 84 = 10.080^f$, soit 10.000^f en chiffres ronds.

Le Directeur général

LE BESNTERAIS